

L'INDÉPENDANCE

Belgique : un numéro 20 centimes.

PRIX. Bruxelles, 12 fr. par trimestre, 40 par année.
 (Paris, 10 fr. par trimestre, 30 par année.)
ABONNEMENT. Allemagne, 18 fr.
 Angleterre, 17 sh.
 Autres pays, 12 fr. par trim., port en sus.

Aux demandes d'abonnement doit être joint un mandat de poste ou autre à vue sur Bruxelles.
 Tout changement d'adresse doit être accompagné de la dernière adresse.

BELGE.

Edition du matin

CONSERVATION PAR LE PROGRES

ANNONCES ordinaires, 30 cent. la petite ligne. payables
 FAITS divers (corps de journal), 3 fr. la ligne. d'avance
 Pour les annonces de France, s'adresser exclusivement à Paris, à
 M. HAYES, rue J.-J. Rousseau, 54, ou à M. LAFITTE, BULLIER et C^e, 8,
 place de la Bourse.
 Pour l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, à MM. HASENSTEIN et VOGELER
 à Francfort s/M., Hambourg, Cologne, Berlin, Leipzig, Dresde, Vienne, Breslau,
 Stuttgart, Nuremberg, Prague, Munich, Bâle, St-Gall, Zurich, Genève et Lau-
 sanne; à Nuremberg, pour la Hongrie, à M. A. MAURICE, 13, Tavistock-Road, M. G.
 STREET, 20, Cornhill, E. C. M. FR. ALGAR, Clements Lane, 8, Lombard st.

Observatoire Royal.

5 octobre, à midi.

3^e jour de la lune.

BAROMÈTRE OBSERVÉ.....	763 ^m 26
Thermomètre centigr. du baromètre.....	14 ^m 3
Thermomètre centigr. de l'air.....	12 ^m 4
Id. maximum depuis hier midi.....	13 ^m 4
Id. minimum depuis hier midi.....	8 ^m 2
EAU LOMBÉE.....	0 ^m 00
VENT.....	NE
SOLEIL, lever.....	6 h. 07 m.
Id. coucher.....	5 h. 30 m.
LUNE, lever.....	9 h. 18 m.
Id. coucher.....	soir. 6 h. 45 m.

On s'abonne :
 BRUXELLES, rue Froese-aux-Loups, 63 ;
 PROVINCES, dans tous les bureaux de poste ;
 PARIS, HAYES, rue J.-J. Rousseau, 54 ;
 ALLEMAGNE, AUTRICHE, SUISSE (principales villes),
 Haseinstein et Vogler ;
 LONDRES, Cowie and son, 2, St-Ann's lane ; Delany,
 Davies et Co, n° 1, Finch lane, Cornhill ; Cecil et
 Strand ; Smith and son, 186, Strand ; A. Maurice, 13,
 Tavistock Row ; Aug. Siegel, 410, Leadenhall street.
 AMSTERDAM, M. Nijenhuis, libraire ;
 LA HAYE, Boineau frères, libraires ;
 ROTTERDAM, M. Eynde et Van Dittmar, libraires ;
 LUXEMBOURG, au bureau de poste ;
 ROSE, Morle, libraire, place Colonna ;
 GENÈVE, Crémieux, place de la Poste, 21 ;
 FLORENCE, Vieuxsue, cabinet littéraire ;
 NAPLES, Delken et Rocholl ;
 MADRID, Alphonse Duran, Bailly Baillière ;
 CONSTANTINOPLE, Christian Roth, libraire ;
 SYRINE, Despres et C^e, libraires.

BRUXELLES, 5 octobre.

REVUE POLITIQUE.

Le Journal officiel de la république française annonce que cinq officiers, coupables d'avoir en- tendu, à Grenoble, le discours de M. Gambetta, sont envoyés dans d'autres régiments et condam- nés à deux mois d'arrêt. Le gouvernement s'est montré large. Les journaux de la nouvelle république y ont vu une dégradation simple- ment de manifester par un acte public sa désapprobation de la conduite et des paroles de M. Gam- betta. Il n'a pas eu de dégradation de régime- ment, pour que cette désapprobation fût parfaite- ment nette et catégorique. Mais les journaux de la réaction avaient sollicité en outre une punition pour ces militaires indisciplinés qui croient à la république et à la liberté, de ceux qui se la- mentent sur le point marchandé cette satisfaction. Le Français demandait un mois d'arrêt, M. de Cisey en ac- corde deux.

S'il s'agissait d'officiers ayant fait un pèleri- nage à Lourdes ou à la Salette, à Frohsdorf ou à Chantilly, la justice de M. le ministre de la guerre serait-elle aussi sévère ?

Ce n'est guère une affaire, car l'attitude du gou- vernement est fort difficile, suivant qu'il s'agit de ce que nous appelons les jacobins rouges ou de ce que nous nous permettons d'appeler les jacobins noirs ou blancs. Aux premiers il interdit la moindre réunion en public et il punit des militaires pour avoir fait avec eux dans des réunions privées. Aux seconds il livre tout entière la rue et la place publique, se contentant, après que des discours sont survenus, d'adres- ser humblement quelques conseils de prudence aux chefs du clergé qui sont les excitateurs, les organisateurs et les conducteurs des démon- strations clérico-monarchistes de la Salette et de Lourdes. Ses conseils, du reste, sont accueillis comme le clergé accueille toute espèce d'avertis- sement de nature à ne point lui plaire, et il ne s'aperçoit, à l'arrivage des réponses qu'il re- çoit, que les évêques, loin de se croire ses obli- gés et ses subordonnés, se croient ses maîtres.

Ainsi, le comité des pèlerinages n'a pas à annoncer par des placards le départ d'une nou- velle caravane, à la date du 8 octobre prochain. Le préfet ayant trouvé cette annonce « un peu imprudente » a écrit, le 30 septembre, à l'évêque pour lui dire qu'il avait consulté le ministre de l'intérieur sur la conduite à tenir, et qu'il venait de recevoir sa réponse. Le préfet a fait le marquer qu'il eût été au moins inévitable, de la part du comité, de s'entendre avec lui avant de rien annoncer. Puisqu'on ne le pas fait, il a dû agir de son côté, et il a fait défendre à la com- pagnie du chemin de fer de fixer sans son ordre les heures de départ et d'arrivée des trains. Conformément aux instructions du ministre, il annonce à l'évêque que les dates des pèlerinages ne de- vront pas être fixées plus de deux jours d'avance ; que les pèlerins ne pourront porter aucun insigne qui pour attirer les regards et qu'il les prie de se rendre à la gare et d'en revenir in- dividuellement ; enfin que les processions sont interdites à l'aller comme au retour.

Le vicaire général a répondu aussitôt, au nom de l'évêque, avec une vivacité extrême, que le com- mité passerait outre ; qu'il ne changera pas sa date, qu'il n'accepterait pas de partir à une heure ma- tinale et qu'il n'ordonnerait pas aux pèlerins de se rendre isolément au rendez-vous. La seule con- cession qu'il consente à faire, c'est qu'il n'y aura plus de signes ostensibles « de la dévotion accomplie », après qu'il dit, en terminant, au préfet : « Vous saurez mettre à la raison, comme c'est votre devoir, ceux qui auront besoin d'y être mis ».

Le gouvernement devrait bien ne pas se le- laisser dire deux fois. Mais il lui est plus aisé de « mettre à la raison » quelques officiers qui ont gardé à M. Gambetta quelque gratitude de ses efforts pour la défense du territoire que d'y mettre les protégés et les instruments de l'épiscopat, lorsqu'ils provoquent le désordre tout à la fois dans les esprits et dans la rue.

La question de la suppression du budget des cultes a occupé mercredi le Grand Conseil du canton de Genève. Une proposition à cet effet était à l'ordre du jour, en seconde délibération, et on demandait un ajournement à une autre session. Mais, après une discussion très- vive, portant plutôt sur le fond de la question que sur l'ajournement proposé, le Grand Conseil,

voquant au scrutin public, a repoussé l'ajournement par 33 voix contre 29. La discussion du projet a dû être reprise aujourd'hui samedi.

Dans ce projet de nouvelles politiques, les journaux allemands s'entretenaient la main, en remettant sur le tapis deux projets d'annexion, déjà bien rebattus, que la Prusse caressait, — affaire de s'arrondir. Il s'agit d'abord de l'incorporation dans le royaume de Prusse du duché de Lauenbourg que le roi de Prusse pos- sède, à titre personnel, pour avoir payé de ses propres deniers la part qui en revenait à l'Autriche et que cette puissance lui a abandonnée.

La situation de ce petit pays n'est guère enviable. D'un côté, le gouvernement prussien, — par le Roi-duc, réclame au duché sa quote-part dans le paiement de la dette commune aux territoires cédés par le Danemark ; de l'autre, on lui impose toutes les charges militaires et finan- cières qui pèsent sur les provinces prussiennes. Aussi les Etats du Lauenbourg ont-ils solli- cité, par une manifestation officielle, l'incorpora- tion du duché. Le roi Guillaume, en faisant le partage des riches domaines de ce pays entre la couronne et le duché, s'est déjà dédommé en partie de ses déboursés, et a en outre rendu l'incorporation plus aisée parce qu'elle pour- rait se faire sans sacrifice pour les Lauenbourgeois. On s'attendait donc à ce que les chambres prus- siennes fussent saisies du projet de loi relatif à cette incorporation, projet dont ils ont vivement réclamé la présentation. Mais voici que la presse officielle donne à entendre que tout ce qu'on dit à ce sujet est prématuré et que tout est remis à plus tard.

La seconde annexion, sinon à la Prusse, du moins à l'empire allemand, dont on parle beau- coup depuis quelque temps, on ne sait pas trop pourquoi, est celle du duché de Brunswick, dont la succession, après le décès du duc actuel, doit passer à une ligne collatérale, celle de la dynastie hanovrienne, ou bien à la branche guelfe, régnant en Angleterre. La presse prus- sienne soutient que, par suite de la dépossession de la maison de Hanovre, sa succession au trône de Brunswick sera vacante après le décès du duc régnant, et qu'en conséquence c'est l'em- pire qui doit prendre la tutelle et l'administra- tion du duché. Les pactes de famille, par suite des grands événements survenus dans ces der- nières années, seraient devenus caducs. La Ga- zette de Brunswick parle même d'un arrange- ment conclu avant la guerre de 1870 entre le duc et le gouvernement prussien, en vertu duquel la maison de Hanovre serait expressément ex- clue du trône brunswickois, le duc se réservant toutefois de désigner son successeur éventuel dans une des familles actuellement régnantes en Allemagne.

La presse officielle de Berlin conteste l'exacti- tude de ces renseignements ; mais il paraît que dans le duché même on ne se sent pas très-pas- suré, et à la prochaine rentrée des Etats du duché, cette question sera soulevée. Jus- qu'à présent le gouvernement prussien n'a pas, à l'égard de l'affaire du Brunswick, une plus stricte réserve ; pour lui, il n'en semble pas venu de dessiner son attitude.

Le différend qui existe entre la France et l'Ita- lie, d'un côté, et le gouvernement hellénique, de l'autre, au sujet de l'affaire du Laurium ne conduira probablement pas à une intervention immédiate des deux gouvernements en faveur de la compagnie dépossédée des scories du Lau- rium. D'après l'opinion, les deux cabinets se sont entendus pour renoncer actuellement à toute pression et laisser au gouvernement grec le temps de trouver une solution équitable du différend.

L'issue heureuse de l'arbitrage international de Genève, après tant de péripéties qui avaient fait douter que la conférence arbitrale put même se réunir, a donné une sorte de vogue à ce mode de voir les différends entre peuples, et les jour- naux anglais mettent un empressement remar- quable à conseiller aux autres nations, pour peu qu'ils croient pouvoir soupçonner entre elles quelque sujet de contestation, de recourir à leur tour à ce mode d'arbitrage amiable. Ils voudraient notamment que l'Espagne demandât l'institu- tion d'un tribunal arbitral pour prononcer sur ses réclamations à charge des Etats-Unis, à propos des expéditions de filibusters dirigées contre Cuba. Même le Japon annonçait, ces jours derniers, que pareille demande avait été faite déjà par le cabinet de Madrid. Une dépêche de cette ville donne un formel dé- menti à la nouvelle du journal de la Cité. Le

Times, sans doute, ne serait pas fâché de voir se retourner contre les Etats-Unis les principes pro- clamés et appliqués à leur profit par la confé- rence de Genève. Mais le gouvernement espagnol, qui n'a pas de raison de se mettre sur les bras une querelle avec la grande république améri- caine, ne paraît pas avoir songé encore à pro- duire à l'Angleterre cette revanche indirecte.

Après avoir présenté, à Fischl, ses lettres de rappel à l'empereur d'Autriche, le nouveau mi- nistre des affaires étrangères, qui succède à Djemil pacha, est parti pour Constantinople ; il aura pour successeur à l'ambassade de Vienne Aarifi bey, dont la nomination a été officielle- ment annoncée hier. Lierks effendi est nommé ministre de Turquie à Rome.

Un arrêté royal, en date du 27 septem- bre, rapporte celui du 23 août, qui avait chargé le ministre des finances du porte- feuille du département des affaires étran- gères, pendant l'absence du chef de ce dé- partement.

Société d'économie politique.

La Société belge d'Economie politique s'est réunie le 26 septembre dernier, à l'hôtel Mangelle, sous la présidence de M. le comte Arrivabene, président d'honneur.

Ce sont, comme nous l'avons annoncé, les impor- tantes questions que soulève la dénonciation de nos traités de commerce avec la France qui figuraient à l'ordre du jour de cette séance.

Avant d'aborder la discussion, M. Le Hardy de Beau- lieu, président effectif, a exprimé en fort bons termes la satisfaction qu'éprouvait l'Assemblée en revoyant son ancien président, M. le comte Arrivabene qui di- rigait naguère, avec tant de succès, la grande em- preinte entreprise en faveur du libre-échange. L'ora- teur a également exprimé l'espoir que, sous les auspices de l'honorable comte, la Société verrait triom- pher de nouveau la cause qu'elle a toujours défendue. M. le comte Arrivabene, après avoir adressé à l'As- semblée quelques paroles de remerciements, em- preintes d'une vive cordialité, a rendu hommage à la mémoire de feu M. Ch. Le Hardy de Beau lieu, dont les travaux ont tant contribué à vulgariser la science économique dans l'intérêt des classes laborieuses.

Il a annoncé, en outre, que le gouvernement ita- lien, soutenu du reste par l'opinion publique, était décidé à maintenir intact le système du libre-échange. Il a donné quelques détails intéressants sur les pro- grès que fait en Italie l'éducation économique du pe-uple et a émis l'espoir que les événements y seraient désormais impuissants à ébranler la confiance dans la « discussion » éternelle que nous avons à l'ordre du jour.

En voici le résumé : M. LE HARDY DE BEAULIEU commence par con- stater que le gouvernement français, en dénonçant les traités de commerce conclus sous l'empire, a pour but de rétablir le système protecteur tel qu'il existait autrefois, avec tous ses abus et même tous ses inconvénients. Quelques personnes, qui ne sont pas sans influence, voudraient profiter de l'occasion pour faire revivre en Belgique le système protecteur, sous le nom de système de réciprocité. Un avis bien motivé de la Société d'Economie politique contrai- rierait, sans doute, non-seulement à vaincre, en cette matière, les préjugés de l'opinion publique, mais en- core à faciliter des négociations dont le résultat est si important pour quelques-unes de nos industries.

M. PEETERS-BARTSOEN se demande si, en ré- sence des faits, tels qu'ils se sont passés en France, il ne conviendrait pas que la Belgique ait de faci- lité pour revenir tout retour aux idées protection- nistes. Il ne suffit pas de formuler des théories. Le moyen le plus pratique d'atteindre notre but, qui est la liberté commerciale, et de faire rentrer la France dans cette voie, ne serait-ce pas de la mon- tée de recourir, le cas échéant, à de légitimes repré- sailles ? Ce n'est point la préconiser le système de réciprocité, c'est tout simplement appliquer à notre aide une tactique que le but à poursuivre justifie pleinement.

Le gouvernement français considère la douane

comme un instrument fiscal destiné à restaurer les finances. Eh bien, il faut lui faire voir que ce n'est pas en troublant les relations internationales qu'il pourra obtenir ce résultat.

L'orateur s'attache à démontrer que la France ne peut s'autoriser de l'exemple des Etats-Unis qui, produisant des matières premières indispensables à l'industrie européenne, ont en la faculté de relever leurs tarifs douaniers, tandis qu'elle brille surtout par des produits de luxe dont on peut se passer et, en tout cas, se fournir ailleurs, pour la plus grande partie.

Il ajoute que, dans le Midi, il vient de se former une ligue de libre-échange, qui a pour but de signaler à la France le préjudice que peut apporter à son in- dustrie la politique protectionniste de M. Thiers. Il faut venir en aide à ces amis de la liberté du commerce, qui sont en majorité dans le pays, et le meilleur moyen serait de prendre une attitude ferme et éner- gique. Il importe que la France revienne au plus tôt au régime de 1860, si l'on ne veut voir s'éloigner pour longtemps le moment où l'Europe pourra adopter la liberté du commerce international.

M. CORR-VANDER MAEREN estime que ce système aboutirait à une lutte de tarifs qui serait absolument inefficace. Or, si l'on profère une menace, il faut être en mesure d'y donner suite.

M. PEETERS-BARTSOEN déclare qu'à la rigueur il mettrait la menace à exécution en haussant les droits sur les produits français tels que les vins et les soieries, que la Belgique n'a, du reste, rien à re- douter d'une semblable lutte qu'il croit peu probable.

M. CORR-VANDER MAEREN accepte la situation que nous fait la dénonciation du traité. Cette dénon- ciation rend à la Belgique sa liberté d'agir. Mais l'importance de poursuivre la réforme de notre tarif dou- nier, de manière à le rendre purement fiscal et simple comme le tarif anglais dont l'orateur montre un exemplaire imprimé ad os du tarif d'une maison de roulage.

M. FORTAMPS. Ce qui démontre à quel degré d'avancement est parvenue l'éducation économique en Belgique, c'est le peu de bruit qu'a fait dans le pays la dénonciation du traité. Cette situation est d'autant plus remarquable qu'en 1848, lors des négociations antérieures avec la France, l'inquiétude dans le monde des affaires a été telle que des industriels ont ré- clamé à l'empereur la suppression de la loi qui ré- glemente les tarifs douaniers, et que des députés ont demandé à l'Assemblée nationale de ne pas com- mencer, aujourd'hui, au contraire, l'industrie nationale a fait de tels progrès qu'elle envisage, sans s'émou- ver, les prétentions du gouvernement français.

Quant à la tactique diplomatique-douanière que recommande M. Peeters-Bartsoen, elle ne pourrait être vraiment efficace que si tous les traités de com- merce conclus avec la France expiraient en même temps. Or, il n'en est pas ainsi. L'Allemagne, par exemple, dont l'industrie séparée fera une rude con- traire sur le pied de la nation la plus laborieuse jus- qu'en 1877, ou 1878, c'est-à-dire jusqu'à l'expiration du dernier traité liant la France. C'est pour modifier cet état de choses que la France a fait, auprès de certaines puissances du Nord, des démarches pour arriver à modifier, dès à présent, des traités dont la durée est longue encore ; mais ces démarches sont restées sans résultat, et il n'en pouvait être autrement.

L'orateur est d'avis que le seul parti à prendre pour la Belgique, c'est d'accepter la dénonciation du traité, de ne pas s'en préoccuper outre mesure et de se dire que, rentrée en possession de sa liberté douanière, la Belgique établira sa législation comme elle le jugera le plus utile à ses intérêts, sans devoir tenir compte des systèmes adoptés par les autres pays.

La France dément, parait-il, que nous lui garantis- sions nos tarifs actuels et, d'autre part, elle veut que nous acceptions le principe de l'impôt sur les ma- tières premières modifiées par le système des drawback. Or les drawback sont de véritables primes à la por- tée et la Belgique serait la première victime d'un pa- reil système.

L'industrie belge est arrivée, je le répète, à un point de développement et de prospérité qui lui per- met d'établir sa législation commerciale comme elle l'entend. D'ailleurs, nos exportations vers la France se composent, pour la partie la plus notable, de ma- tières premières nécessaires à l'industrie française ; de charbon, de fer, etc. Il est donc indubitable que si

la Belgique apportait une entrave quelconque à l'ex- portation de charbon c'est la France qui en souffri- rait le plus ; quant à notre industrie linière, elle s'est créée des débouchés considérables vers la Russie, la Suisse, les Pays-Bas, l'Italie, et le marché français n'a plus, sous ce rapport, son ancienne im- portance.

Etablir notre système douanier selon les besoins de l'industrie et du trésor, tel doit être notre but. (Ap- plaudissements.)

M. LE HARDY DE BEAULIEU fait remarquer que M. Peeters-Bartsoen, bien qu'il s'en soit défendu, a préconisé la théorie de la réciprocité et recom- mandé la guerre de tarifs.

Examinant quel est le fond de la pensée du gou- vernement français, l'orateur soutient que c'est l'idée protectionniste qui a présidé à la confection du nou- veau tarif, tandis que l'idée fiscale n'est que le pré- texte. Il est démontré, en effet, que le fisc n'a rien à gagner au système protecteur, et ce qui le prouve, c'est que, dès à présent, il y a dans le trésor fran- çais, un déficit de 80 millions sur les produits im- portés.

En réalité, c'est contre elle-même que la France agit, et nous n'avons pas à nous en préoccuper.

L'orateur appuie les conclusions de M. Fortamps.

M. FORTAMPS. Un des grands inconvénients du système de réciprocité, c'est de créer des droits ac- quis en faveur des établissements qui se seraient for- més sous ce régime, de telle sorte que lorsque la France voudrait revenir au système de liberté qui lui a été si favorable, le gouvernement se trouverait en présence d'obstacles semblables à ceux qui exis- taient quand l'empire a traité avec l'Angleterre. Heureusement les faits et le développement de l'in- dustrie ont donné raison au système de liberté rela- tive, conséquence des traités avec l'Angleterre, la Belgique, etc.

En cette matière, comme en toute chose, restons dans la liberté.

M. CORR-VANDER MAEREN dit que la réforme à poursuivre, c'est la suppression complète des doua- nes. L'engagé ses collègues à reprendre, pour attein- dre ce but, le mouvement entrepris en 1855.

M. GHEELHANCK croit également que le moment est favorable pour reprendre l'œuvre de propagande dont parle l'honorable préopinant. Il est d'avis que l'effort pour arriver à la suppression de la douane ne doit être que le commencement d'un mouvement qui tendra à abolir les autres entraves à la liberté de commerce et de l'industrie.

M. DELANTIERE constate que l'industrie belge n'a rien à redouter du libre-échange et que, nota- ment, l'industrie linière et l'industrie charbonnière n'ont nul besoin de tarifs.

M. FORTAMPS rappelle que de nombreuses sim- plifications ont été introduites dans le tarif belge, et que le moment n'est pas venu de pousser à une me- sure radicale, vu la nécessité absolue où l'on se trou- verait de créer de nouveaux impôts.

M. CORR-VANDER MAEREN insiste sur la nécessité de reprendre le mouvement en faveur de l'abolition des douanes.

M. LE COMTE ARRIVABENE pense, au contraire, que le moment n'est pas venu de pousser à une me- sure radicale, vu la nécessité absolue où l'on se trou- verait de créer de nouveaux impôts.

M. REYNIEUX ne peut admettre que l'application du tarif anglais donne en Belgique, toute proportion gardée, les mêmes résultats qu'en Angleterre. L'An- gleterre, isolée du continent, se trouve, sous ce rap- port, dans une situation beaucoup plus favorable que la Belgique, notamment parce que la surveillance à exercer sur ses côtes n'exige pas un personnel aussi considérable que dans un Etat continental.

Comme M. Corr-Vander Maeren, l'honorable ora- teur est partisan de la suppression des douanes, mais il croit avec M. le comte Arrivabene que le mo- ment serait mal choisi pour réaliser cette grande réforme.

M. FORTAMPS explique que la suppression des douanes nous priverait non-seulement du produit des droits de douanes, qui est d'environ 14 millions de francs par an, mais compromettrait notablement nos droits d'accises, qui figurent au budget des voix et moyens pour plus de 27 millions, ce qui

forme un total de plus de 40 millions, soit le tiers de toutes les impôts perçus en Belgique. Supprimer les douanes serait par conséquent renverser complè- tement notre système financier. Il faut donc les abolir en tant qu'elles établissent des droits protecteurs, mais les maintenir comme moyen fiscal.

M. CORR-VANDER MAEREN reconnaît qu'il importe surtout de simplifier les tarifs et engage de nouveau l'Assemblée à reprendre, en ce sens, le mouvement commencé à une autre époque.

M. EMERIQUE croit qu'il faut arriver à réduire le nombre des articles imposés, de manière à rendre le tarif purement fiscal. Il appuie la proposition con- sistant à rechercher les moyens de supprimer tout ce qui a un caractère de protection et d'arriver à une simplification des droits d'accises.

M. LE COMTE ARRIVABENE demande qu'il soit nommé une commission de trois membres qui serait chargée d'indiquer, à la prochaine séance, les simpli- fications à réaliser.

M. FORTAMPS fait remarquer que l'ordre du jour ne comporte pas cette question et qu'il serait préfé- rable qu'il y eût une séance spéciale à cet effet. (Adhésion.)

M. LE HARDY DE BEAULIEU résume comme suit la discussion qui vient d'avoir lieu :

La Société d'Economie politique est d'avis que le gouvernement belge doit profiter de l'occasion pour se libérer de ses traités vis-à-vis de la France, en attendant qu'il puisse se libérer des traités qui nous lient avec les autres puissances. Elle estime égale- ment que notre gouvernement doit agir, dans l'avenir, comme le demanderait les intérêts du pays, indiffé- rent à ce que changent quelquefois, mais que cha- que gouvernement est chargé de mettre en rapport avec les besoins du moment où il a la responsabilité du pouvoir.

La séance est levée.

Actes officiels. Extraits du Moniteur.

— ACADEMIE ROYALE DES BEAUX-ARTS D'AN- VERS. — Par arrêté royal du 4 octobre, le sieur Schoy (A.) est nommé professeur d'architecture commerciale et d'architecture et dessin appliqués aux arts et métiers à l'Académie royale des beaux-arts d'Anvers, en remplacement du sieur Baekelmans (L.), décédé.

— NOTARIAT. — Par arrêté royal du 3 octobre, la démission du sieur Bruzelle (A.), de ses fonctions de notaire à la résidence de Saint-Josse-ten-Noode, est acceptée.

— JUSTICE CONSULAIRE. — Par arrêtés royaux des 1^{er} et 3 octobre, sont institués :

Juges au tribunal de commerce de :
 Dugmelle (A.), banquier en cette ville ;
 Hachez (R.), négociant, id.
 Juges suppléants au même tribunal, les sieurs :
 Partridge (J.), brasseur à Mons ;
 Coppée (F.), ancien commerçant id.
 Van der Linden (A.), commerçant de Bruges, les sieurs :
 Van der Linden (A.), négociant en cette ville ;
 Merin (A.), négociant à Bruges ;
 Juges au tribunal de commerce de Courtrai, les sieurs :
 Vandenberghe (A.), fabricant en cette ville ;
 Vanille (J.), négociant, id.

Juges suppléants au même tribunal, les sieurs :
 Deschamps (C.), blanchisseur de toiles, à Courtrai ;
 Debicq (V.), négociant, id.
 Juges au tribunal de commerce d'Ostende, les sieurs :
 Van Hoescht (A.), négociant en cette ville ;
 Valek-Cornelissen (J.), id.

Juges suppléants au même tribunal, les sieurs :
 Ducas (A.), négociant à Ostende ;
 Darras (C.-L.), entrepreneur de travaux publics à Eerneghem, Dispense de résider au chef-lieu est ac- cordée au sieur Darras.

— TRIBUNAUX. — Par arrêté royal du 1^{er} octobre, le sieur Seeliger (A.), candidat tisserand, secrétaire et receveur communal à Durby, est nommé juge au tribunal de première instance situé à Ver- viers, en remplacement du sieur Bosard, démission- naire.

— Actes officiels. Extraits du Moniteur. — Par arrêté royal du 3 octobre, sont nommés, dans le service de santé de l'armée :

Médecin principal de 2^e classe : le médecin de ré- giment de 1^{re} classe d'Ellemé (S.), du 3^e régiment de ligne.
 Médecin de régiment de 1^{re} classe : le médecin de ré- giment de 2^e classe Wagon (C.), du 4^e régiment de ligne.

LE MOUVEMENT PARISIEN

(Correspond. particulière de L'INDÉPENDANCE.)

Paris, 4 octobre.

Un artiste disparu. — Liger. — Ses débuts. — Talma et Lafon. — Un acteur de l'ambigu descendant d'une maison souveraine. — Le trône et la couronne. — Oranges crues et pommes cuites. — Florestan et Floridor. — Un maréchal du France. — Marino Faliero. — Casimir Delavigne. — La Barberousse de V. Hugo. — La vérité dans le costume. — Talma dans Hamlet. — Liger dans Louis XI. — Les Grands vassaux. — Le dernier rôle de Liger. — Les Mémoires des comédiens. — Le médium Dumas. — Son retour. — Souvenir du spiritisme. — Les esprits frappeurs. — Une production. — Le Musée universel et les auto- graphes de M. Thiers. — Le miracle de Lourdes.

Paris — ou Bordeaux, comme on voudra. —

bret, le monde artistique et littéraire vient de

laquelle, sans lui donner les regrets qu'il mé- rite, un homme d'un bon sens, d'un bon goût, d'un bon cœur, d'un bon caractère, d'un bon

les plus célèbres de nos comédiens français.

C'est de Liger que je veux parler, un artiste convaincu et profond, un des plus vigoureux in- terprètes de la tragédie classique et du drame mo- derne et dont le mort vient de passer comme une

luna perdue. Liger, en effet, n'était plus guère connu que des vieux amateurs de théâtre, des critiques de la vieille école, de ceux qui se la- mentent maintenant, et quant à la génération nou- velle, elle semblait ignorer qu'il y eût jadis, sur le premier de nos théâtres, un comédien célèbre sous ce nom. Liger avait retiré loin de Paris, loin du bruit, dans sa vieillesse, dans une maison de la rue Ségur, à Bordeaux, et c'est à peine s'il en sortait parfois, et à quelques an- nées, pour repartir, par grand hasard, dans quelque un de ses rôles superbes de jadis. Il avait tout à fait disparu de la scène, et c'est à peine si on le retrouvait dans les journaux de la critique, et dans les biographies de nos grands acteurs, et dans les dictionnaires de Vauvenargues et de Vauvenargues.

Passer les bateaux dans le port.

Aussi bien, lorsque la mort est venue frapper Liger presque octogénaire, les biographies au jour le jour se sont contentées d'écrire le Dic- tionnaire de Vauvenargues et de Vauvenargues, mais d'un talent très-peu remarquable, qui jouait à l'ambigu-Comique sous le nom de Florestan.

Un beau matin, Florestan fut trouver Lafon et lui dit, au grand étonnement du comédien : — Mon ami, je quitte le théâtre ; je suis désolé. C'est une carrière brisée, une vocation contrai-

tion. Il fut tout simplement un des maîtres de la scène française, et si Talma n'eût pas existé avant lui, il passerait aujourd'hui pour le premier de nos tragédiens. Cette figure artistique vaut bien, à coup sûr, qu'on s'arrête un moment devant elle et qu'on l'étudie, en évoquant ses propres souvenirs et ceux des contemporains de l'artiste.

Pierre Liger était né le 11 mai 1801, à adol- escent, il avait été régent avant de devenir comé- dien. Il joua les rôles de petits rôles sur de petits théâtres, il revêtit déjà pendant des desti- nées plus hautes et sur ses appointements il économisa une petite somme, destinée à payer son voyage à la terre promise, le voyage de Bordeaux à Paris. Quand il eut réuni l'argent suffisant, il se mit en route, ne doutant de rien. Il était de cette race méridionale à qui l'audace réussit. Petit, mais,

Bonaparte ou d'Aumale, peu importe le nom. Je veux une armée républicaine et non prénominale.

On écrit d'Aix, 1^{er} octobre :

« Ce matin a eu lieu l'exécution de Dondero et de Galetto, condamnés à mort dans l'affaire de la bande de la Taille. »

« Les condamnés ont fait preuve de fermeté. »

« Galetto a adressé quelques paroles à la foule qui se pressait autour de l'échafaud. »

« On lit dans le National du 3 :

« Dans le ne sais quelle féerie, un personnage se met à table s'écrie : — Bon ! encore une étoile qui vient de tomber dans mon assiette ! »

« On en peut dire autant des miracles. En voici un tout nouveau qui vient de tomber dans le département de Seine-et-Oise. »

« Il faut dire pourtant que si les miracles abondent, ils sont toujours les mêmes, que ce soit la sainte Vierge ou un saint qui opère. »

« Cette fois, le miracle s'est produit en dehors des pèlerinages. — Rien des Notre-Dames. L'opérateur est saint Joseph, on voit que ça ne sort pas de la famille. »

« L'opération miraculeuse s'est donc faite dans l'orphelinat de Persan, près de Beaumont-sur-Oise, au profit de Geneviève Sorret, âgée de vingt-deux ans. »

« Elle a une tumeur au bas-ventre, les jambes, contractées, sont complètement paralysées. Plus d'appétit. La langue est devenue comme un morceau de velours noir. Un médecin de la faculté de Paris a déclaré la maladie incurable. C'est très-bien. »

« Cependant la maladie conserve l'espérance. Elle a confiance en saint Joseph ; en attendant, elle entend des nouvelles, elle finit sa dixième semaine, le mercredi, 7 août, jour de la semaine consacrée à ce grand saint. A sept heures du matin, elle adresse des prières ferventes à son protecteur céleste et à sept heures, plus de jambes, paralysées. Elle saute à bas du lit, traverse sa chambre et se précipite dans le dortoir. « Je suis guérie. » On comprend l'étonnement et la satisfaction de la communauté. Je vous prie de croire que la cure entreprise par saint Joseph et menée si rondement a fait du bruit dans Landerneau. A Beaumont-sur-Oise, les actions de saint Joseph sont à deux cents pour cent au-dessus du pair. »

« Le Courrier de France annonce que le général Rivière aurait décidé qu'il ne serait aucun état dans le cours des actes préparatoires au procès Bazaine, que l'affaire serait évoquée au conseil de guerre pour décembre prochain. »

« On lit dans le Courrier de Lyon :

« Nous apprenons que l'affaire de la réunion publique d'Irigny viendra devant le tribunal correctionnel de Lyon à l'audience de vendredi prochain. M. Pierron, maire d'Irigny, est seul poursuivi. »

« Les journaux de Nancy nous donnent des détails très-émouvants sur la journée du 30 septembre, terme assigné à leurs compatriotes de l'Alsace qui voulaient rester Français. »

« La ville présentait le spectacle le plus étrange, le plus saisissant. »

« L'émotion était d'autant plus grande que l'on prêtait à l'autorité allemande mille projets dont on s'effrayait à l'envi. Nous n'avons eu à signaler, Dieu merci, que des encombrements autour de la mairie, où avaient lieu les déclarations de nationalité, et autour de la gare où se pressaient tous ceux qui avaient hâte de gagner un territoire français non occupé. »

« Les chiffres précis nous manquent. On nous dit cependant que vingt mille options au moins ont été déclarées à la mairie par des annexés résolus à rester Français. »

« Quant à la gare du chemin de fer, nous renoncions à dépeindre le spectacle qu'elle a offert jusqu'à minuit. Les trains s'organisaient à la hâte. Dès qu'un nombre suffisant d'émigrés était massés, le train partait, marchant vers Vosges. Deux trains de vingt-quatre wagons de quarante voyageurs ont ainsi quitté la gare. Le troisième, nous dit-on, comptait dix-huit cents voyageurs. Et vous entendez, vous voyez d'ici ces sanglots, ces embrassements, ces serments de mains. »

« Des centaines de Nancéiens avaient voulu dire adieu à nos pauvres amis. C'était navrant. « Bon espoir et bon courage ! » criaient de ces bons « vive la France ! » répondant des wagons. »

« Voici le chiffre des émigrés qui ont passé par Nancy et ont reçu des secours : il s'élève à quatre-vingt mille. C'est la plus éloquentة protestation contre l'annexion. Et combien ont passé par les Vosges, Belfort et la Haute-Saône ? »

« On lit dans le Constitutionnel :

« La commune Saint-Ebre de Bonfossé, située à quelques kilomètres de Saint-Lô (Manche), vient d'être le théâtre d'un crime atroce. »

« Une pauvre vieille femme, M^{me} Meslin, âgée de plus de quatre-vingts ans, a été assassinée mercredi en plein midi, sans que les quatre ou cinq voisins de sa maison, perdus au milieu de la campagne, aient entendu le bruit d'une lutte ni aperçu le meurtrier. »

« Dans une position relativement aisée, M^{me} Meslin, mère de quatre enfants, avec qui elle ne demeure plus, exploitait une dizaine d'hectares de terre. Elle gagnait, en outre, une petite pension annuelle de cinq cents francs. Une seule personne l'aidait dans ses travaux journaliers : la fille Louise Allain, sa domestique. »

« Les antécédents de cette fille ne sont guère bons : précédemment chassée d'une maison voisine pour des faits d'indécence, elle s'est adonnée à l'usage des liqueurs fortes. »

« Mardi, la veille du crime, elle avait parcouru les arrières du village, en compagnie d'une servante de ses amis, et quand elle était rentrée au hameau de la Basse-Vivande, chez sa maîtresse, elle était manifestement émue. »

« M^{me} Meslin, femme énergique pour son grand âge, lui reprocha son incontinence et lui fit entendre qu'elle la soupçonnait d'avoir participé à différents vols d'argent commis à son préjudice, vols dont elle n'évaluait pas l'importance à moins de 850 fr. »

« Une scène violente suivit-elle cette explication entre la maîtresse et la domestique ? C'est ce que l'on ne saurait dire. »

« Toujours est-il que la veuve Meslin prit, mercredi de bon matin, la résolution d'avertir la gendarmerie, et dans ce but, elle se rendit chez son fils et pria l'un des enfants de celui-ci d'aller chercher le brigadier de Camisy. Ce militaire, quelque diligente qu'il fut, n'arriva que vers une heure après-midi au domicile de la plaignante. Il était trop tard ! »

« Dans une mare de sang, la tête couverte de coups portés à l'aide d'un instrument contondant (peut-être le dos d'une hache), la veuve Meslin gisait au milieu de sa maison ; un fagot mal allumé, placé intentionnellement auprès d'elle, commençait à roussir sa chevelure. »

« Immédiatement prévenu, le parquet de Saint-Lô se transporta sur le lieu de l'attentat ; une foule énorme le suivit. »

« La fille Louise Allain a été mise en état d'arrestation. Elle persiste, avec un grand air d'innocence, à nier qu'elle ait participé à l'assassinat de sa maîtresse. »

« Le 2, dans l'après-midi, un personnage dont le nom est très-connu à Paris, et qui appartient à la diplomatie portugaise, M. le vicomte de Paiva, qui ne faut pas confondre avec le fils de l'ancien ambassadeur, a tenté de se suicider en se tirant deux coups de revolver dans la région du cou. »

« L'homme avait déchargé le second coup, le vicomte de Paiva, vaincu par la douleur, a appelé du secours. Lorsqu'on est arrivé près de lui dans son appartement, il était sans connaissance. Pour pouvoir lui donner les soins nécessaires à son état, on l'emporta à l'hôpital Beaujon. De nombreuses personnes suivaient la civière, qu'entouraient des gardiens de la paix. »

« L'état du vicomte de Paiva inspire de grandes inquiétudes. Le vicomte de Paiva était le mari de la trop célèbre M^{me} de Paiva ; il divorça, il y a deux ans environ, et M^{me} de Paiva épousa un Prussien, M. Henckel de Donnersmarck, ancien gouverneur de l'Alsace-Lorraine. (XIX^e siècle.) »

« On nous écrit de Marseille :

« L'affaire de la Bande de la Taille, vient d'avoir son dénouement. Les chefs de la bande, Garbarino et Galetto, qui avaient été condamnés à mort, le 16 juillet dernier, par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, ont été exécutés, le 2, devant la prison d'Aix. Ces deux bandits, qui avaient montré pendant leur détention une féroce cruauté, ont été tués sans résistance. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

« On mande des Indes que le choléra tend à disparaître. »

caractère du langage d'un aliéné ou d'une personne prétendant frappée d'aliénation mentale :

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attribué la rédaction à un cerveau malade n'était autre que l'extrait d'un article de fond du Daily Telegraph. »

« Des inspecteurs étaient en tournée pour visiter les maisons de santé de leur ressort ; dans une de ces maisons, un pensionnaire remet un écrit aux inspecteurs, en protestant contre sa séquestration. Après en avoir lu une partie, ces fonctionnaires mettent l'écrit en poche, convaincus par l'esprit logique du mémoire, que son auteur a l'esprit dérangé. Quelque temps après, l'écrit revient sous les yeux des mêmes inspecteurs qui constatent alors que la phraseologie dont ils avaient attrib

